

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
82 · Août 2016
AZB 3001 Berne



**NON À
LA RIE III**
SIGNEZ MAINTENANT
LE RÉFÉRENDUM
(CARTE DE SIGNATURES
AU MILIEU DU
JOURNAL)

Respecter nos aînés !

Avoir travaillé toute sa vie et se retrouver dans la précarité une fois parvenu au seuil de la retraite. Est-ce acceptable dans un pays aussi riche que la Suisse ? Naturellement non, mais c'est pourtant le cas pour nombre de rentiers AVS. L'initiative AVSplus des syndicats, soutenue par le PS, propose d'y remédier, en augmentant les rentes de 10 %. Page 4

CONGÉ PATERNITÉ

10 ans après l'introduction du congé maternité, la Suisse accuse encore un retard marqué en matière de congé parental et de congé paternité. Rebecca Ruiz, conseillère nationale (VD), revient sur cet enjeu de taille pour les familles. Page 9

EMPLOI AU TESSIN

Une nouvelle rubrique régulière est désormais ouverte pour nos camarades tessinois. Ceux-ci pourront aborder et développer des thèmes propres à la région italophone du sud des Alpes. Pour débiter, l'emploi au Tessin sera le premier thème abordé. Page 10

Œuvre Suisse d'Entraide Ouvrière (OSEO) 80 ans de solidarité concrète à l'œuvre

En 1936, le PS Suisse et l'Union syndicale suisse (USS) ont fondé l'Œuvre Suisse d'Entraide Ouvrière (OSEO) pour apporter la réponse concrète du mouvement ouvrier à la croissance du chômage et de la précarité. 80 ans plus tard, ces défis sont toujours là et l'OSEO s'y attelle avec un engagement qui n'a pas faibli.

L'OSEO, c'est aujourd'hui 10 organisations régionales qui agissent concrètement en faveur de l'intégration sociale et professionnelle des jeunes, des moins jeunes, des migrant-e-s ou des personnes précarisées et discriminées, grâce à des aides à la recherche d'emploi, des semestres de motivation, des camps de vacances pour enfants, des cours de langues, des entreprises d'insertion à vocation sociale, etc.

Pour fêter dignement ses 80 ans, et plutôt que d'organiser le traditionnel cocktail dînatoire-discours-petits fours, le réseau OSEO organise un concours d'idées, afin de trouver comment moderniser les politiques d'intégration sociale et professionnelle. Ce concours s'adresse aux jeunes

de tous les cantons et les idées soumises doivent favoriser l'intégration sociale et l'insertion professionnelle des jeunes. Le jury, composé de personnalités issues des milieux politique et économique, sélectionnera les six meilleures idées. Le concours est doté d'un montant global de 80 000 CHF dont 8000 CHF seront versés en espèces aux lauréats sous forme de six prix, tandis que le solde sera consacré à l'idée retenue pour être réalisée. Les dossiers de participation sont à envoyer jusqu'au 15 octobre 2016.

Pour participer : <http://oseo-suisse.ch/concours>



Jean Christophe Schwaab, conseiller national (VD), président du réseau OSEO



Œuvre suisse d'entraide ouvrière **OSEO**

L'IMAGE DU MOIS



Les membres de l'équipe olympique des réfugié-e-s posent devant le Christ rédempteur à Rio (Brésil).

Reuters

Les Jeux olympiques représentent une institution et font partie des événements internationaux majeurs, auxquels participent à chaque édition des milliers d'athlètes. Or cette année, et c'est une première dans l'histoire des jeux : une équipe de réfugié-e-s est présente. Elle est composée de deux nageurs syriens, de deux judokas de la République démocratique du Congo et de six coureurs d'Ethiopie et du Soudan du Sud, qui ont tous fui leur pays pour trouver refuge en Belgique, en Allemagne, au Luxembourg, au Kenya ou encore au Brésil. Concourant sous la bannière du Comité international olympique (CIO), cette équipe a également pour vocation de redorer l'image du comité, mais restera, à n'en pas douter, un symbole politique majeur.



Como: l'inhumanité aux portes de la Suisse

Quatre conseillers nationaux et une ancienne conseillère fédérale ! Voilà qu'ils auront su me remettre du baume au cœur ! Alors qu'à moins de 10 kilomètres de la frontière suisse un camp de réfugié-e-s voit le jour, le risque d'une situation et d'une détresse humaine sans précédent s'accroît, jour après jour.

Comme de coutume, pour nombre de politicien-ne-s suisses, cela ne nous concerne pas ; la seule chose qui compte est de boucler les frontières, peu importe la détresse humaine qui peut exister, tant que ladite détresse ne s'exporte pas, tant qu'elle ne franchit pas la sacro-sainte ligne déterminée historiquement sur une carte topographique.

Alors oui, voir des élu-e-s fédéraux ne pas se contenter de piètres discours préétablis, ça réchauffe le cœur. Les voir se déplacer pour s'entretenir avec les bénévoles et organisations sur place, mais également placer des visages sur le terme de « réfugié-e-s », comprendre une histoire liée au terme « migration », partager la douleur de « requérant-e-s », ça redonne confiance en l'humanité, confiance qui n'aurait jamais dû nous quitter.

Ruth Dreifuss témoignait alors, auprès de la presse tessinoise : « je suis une citoyenne suisse et, comme telle, je suis ici pour comprendre ce qui est en train de se produire à la frontière de mon pays. J'accompagne les parlementaires qui sont venus à Como et qui poursuivront leur travail à Berne, sur la base des informations de première main. »

Alors à Ruth, Marina, Cesla, Mattea et Carlo, l'occasion m'est donnée de vous adresser un grand MERCI pour votre engagement. L'entier du PS et de ses élu-e-s poursuivra sa lutte pour que l'inhumanité nauséabonde, de plus en plus répandue en Europe, ne poursuive pas sur le chemin tout tracé qui a toujours conduit à de trop nombreux drames historiques.

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse, Spitalgasse 34, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Gaël Bourgeois, Pauline Despont
Production Atelier Bläuer, Berne



Les bons patriotes !



Flavia Wasserfallen
Co-secrétaire générale

« Berset réprimande les cantons ! », « Intervention délicate de Berset », « Alain Berset hausse le ton ». La décision prise par le conseiller fédéral lors de sa dernière séance avant la pause estivale a grandement échauffé les esprits, surtout en Suisse alémanique. Alors que dans les six cantons romands, l'allemand est enseigné comme première langue étrangère à l'école primaire, certains cantons, Thurgovie en tête, ont de la peine avec le français précoce. Plusieurs initiatives cantonales lancées par l'UDC sont frontalement dirigées contre l'enseignement du français à l'école primaire. Non seulement l'UDC combat le multilinguisme vécu de l'autre côté du Röstigraben, mais il transgresse délibérément les règles que les cantons se sont eux-mêmes fixées : une deuxième langue nationale est enseignée à l'école primaire, « Punkt Schluss ».

Alors pourquoi l'annonce de Berset, souhaitant que la Confédération impose des règles légales en cas de doute, a causé un tel émoi ? Forcément, il est question du fédéralisme sacré. Mais la population a soutenu une harmonisation de l'enseignement à 86 %. Forcément, il est question du principe de subsidiarité. Mais quand les cantons prennent des décisions contestables, la Confé-

dération doit intervenir. Forcément, quelques rares enseignant-e-s et écolier-ère-s sont dépassés et aimeraient favoriser l'anglais. Mais le PS le répète clairement depuis des années : l'enseignement n'est pas gratuit. Et les cantons doivent mettre à disposition le matériel didactique et les moyens nécessaires pour la formation continue.

Pour toutes ces raisons et en dépit de tout l'amour porté à la souveraineté cantonale : dans la question des langues ou comme disent les Suisses-allemands le « *Sprachenstreit* » (conflit linguistique), une intervention définitive est justifiée et le temps presse. Avant que d'autres cantons ne suivent l'exemple de Thurgovie ou ne brandissent l'initiative populaire, les règles doivent être clairement remémorées. C'est exactement ce qu'a fait le Conseil fédéral le 5 juillet. Et avant que les romands ne soient à nouveau qualifiés de « Grecs de la Suisse » par la très proche de l'UDC Weltwoche ou de « piètres patriotes » par les représentants de l'UDC, le parti agrarien devrait certainement balayer devant sa porte. Finalement qui s'engage pour la cohésion nationale et sociale au-delà des frontières linguistiques ? Qui sont donc les meilleurs patriotes ?



« AVSplus » pour plus d'égalité

LE 25 SEPTEMBRE, LE PEUPLE SE PRONCERA SUR L'INITIATIVE « AVSPLUS », QUI DEMANDE UNE AUGMENTATION DE 10 % DE TOUTES LES RENTES DE VIEILLESSE AVS. LANCÉE PAR LES SYNDICATS, L'INITIATIVE EST SOUTENUE PAR LE PARTI SOCIALISTE ET PARTICULIÈREMENT PAR LES FEMMES* SOCIALISTES SUISSES.

Une récente étude de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) et du Bureau fédéral de l'égalité l'a démontré: en moyenne, les femmes touchent des rentes vieillesse moins élevées que les hommes. Cet écart représente le 37% des rentes, soit un montant moyen d'environ 20 000 CHF par année. Des trois piliers du système de prévoyance que sont l'assurance vieillesse et survivants (AVS), la prévoyance professionnelle

et l'épargne privée, c'est l'AVS qui présente le plus petit écart de rentes. Avec moins de 3%, il est loin derrière les 63% de l'écart de rentes du 2^{ème} pilier.

Les femmes n'ont pas toutes un 2^{ème} pilier et, lorsqu'elles en ont un, les rentes sont souvent basses puisqu'elles n'ont pas eu un revenu d'une activité professionnelle leur permettant d'épargner un capital suffisant. Ceci est notamment une



Nadège Piller, remplaçante de la secrétaire centrale Femmes* socialistes suisses

conséquence du modèle traditionnel de répartition des tâches au sein des familles qui implique une interruption de la carrière de la femme pour s'occuper des enfants ou une activité professionnelle à temps partiel pour cette dernière. Entre aussi en compte le fait que les retraitées exerçaient souvent des métiers typiquement féminins et donc moins bien payés.

Les rentes AVS, par contre, ne présentent que peu d'écart puisque l'assurance est universelle et que, grâce à des mesures comme les bonifications pour tâches d'assistance éducatives ou encore le principe du splitting, les pertes de revenu des femmes sont compensées et leur rente adaptée.

L'écart global des rentes vieillesse ne pourra disparaître que lorsque la répartition des tâches au sein des familles se fera différemment, que le marché du travail sera plus accessible aux femmes et que l'égalité salariale sera atteinte. Pour ceci, il y a encore un long chemin à faire. Cependant, avec « AVSplus », nous avons un moyen d'agir maintenant pour le bien des retraitées lésées par ces inégalités. Car dans la réalité, l'écart de rentes se traduit par la précarité de milliers de retraitées. Quatre femmes sur dix dépendent uniquement du 1^{er} pilier pour vivre durant leur retraite. Un supplément de la rente AVS de 10% pour toutes et tous les assurés aurait donc un impact direct sur les conditions de vie des retraitées.

En plus d'être égalitaire, l'AVS est une assurance efficace, solidaire et solide. Il est grand temps de la renforcer. Votons OUI à « AVSplus »!

En vue de l'Assemblée extraordinaire des membres du 19 novembre 2016, quatre sièges au sein des Femmes* socialistes suisses sont à pourvoir.

MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR

Le Comité directeur des Femmes* socialistes suisses a pour mission de définir la direction stratégique des Femmes* socialistes suisses, de mener des campagnes, d'appliquer des décisions et de maintenir le contact avec les membres. Le 2 juillet dernier, les Femmes* socialistes suisses ont décidé d'agrandir leur comité directeur. A présent, le Comité directeur se compose de la Présidence et de six autres femmes. Quatre sièges sont à pourvoir.

Vous pouvez obtenir des informations complémentaires auprès de Cesla Amarelle, co-présidente des Femmes* socialistes suisses (cesla.amarelle@parl.ch), ou Nadège Piller, remplaçante de la secrétaire centrale (nadege.piller@pssuisse.ch).

Les candidatures sont à adresser jusqu'au 28 octobre 2016 à l'adresse suivante: psfemmes@pssuisse.ch. Les élections se tiendront lors de l'Assemblée des membres du samedi 19 novembre 2016.



LA NOUVELLE LOI SUR LE RENSEIGNEMENT

Un monstre sécuritaire inefficace et invasif



Système d'écoute « Onyx » à Zimmerwald, dans le canton de Berne.

Reuters

LE TERRORISME EST UN MONSTRE. IL DOIT ÊTRE COMBATTU ET DE MANIÈRE EFFICACE. MAIS LE DISPOSITIF LÉGAL POUR LE COMBATTRE PEUT AUSSI SE TRANSFORMER EN MONSTRE. MONSTRUEUX ET ... INEFFICACE, COMME LE « PATRIOT ACT » OU LA NOUVELLE LOI SUR LE RENSEIGNEMENT (LRens). LOI QUI N'A FRANCHEMENT PAS DE QUOI FAIRE PEUR AUX TERRORISTES, MAIS QUI PERMET DE METTRE LES HABITANT-E-S DE CE PAYS SOUS CONTRÔLE. LE TEXTE PRÉVOIT DES MOYENS D'INVESTIGATION EXCESSIVEMENT INTRUSIFS, DONT LA SURVEILLANCE DES COMMUNICATIONS PRIVÉES ET LA LIBERTÉ DE FOULLER LES ORDINATEURS DE TOUT UN CHACUN.

Ces tâches liberticides seront dévolues au Service de renseignement de la Confédération (SRC), à qui on confiera le droit de fouiner dans l'ensemble du réseau câblé, une prérogative qui a fait sursauter le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Nils Muižnieks. Dans une lettre ouverte à Ueli Maurer, lorsque celui-ci était conseiller fédéral chargé de la Défense, et donc ministre de tutelle du SRC, Nils Muižnieks s'inquiétait du respect de la sphère privée: «cette méthode (l'exploration du réseau câble: ndlr) est à même de créer un climat social où toute personne serait perçue comme étant potentiellement suspecte.»

A l'époque, le Conseil fédéral opposait à Nils Muižnieks le même argumentaire faussement rassurant qu'il utilise aujourd'hui pour mener campagne en vue de la votation du 25 septembre: la LRens garantit un prétendu juste équilibre entre sécurité et respect des libertés individuelles. Quant au SRC, il sera soumis par la LRens à des contrôles et autorisations de procéder, ce qui est censé limiter sa propension à empiéter sur la sphère privée. Sauf qu'aucune de ces garanties ne résiste à l'analyse.



Carlo Sommaruga
conseiller national (GE)

L'abandon de libertés publiques si durement acquises en faveur de dispositifs intrusifs est un prix trop élevé.

Il est illusoire de croire que la sécurité antiterroriste sera renforcée. Aux USA, le «Patriot Act» n'a pas empêché les actes de terrorisme. En France, la loi sur le renseignement intérieur de juillet 2015, votée après les attentats de janvier, a placé sous surveillance tout le trafic internet au nom de la lutte antiterroriste. Elle n'a pas suffi à empêcher les tueries de novembre 2015 à Paris et le massacre de Nice en juillet 2016. Les auteurs d'actes violents évitent soigneusement d'utiliser le web et de dévoiler leurs intentions par e-mail. Bien au contraire, ils communiquent par des SMS anodins via des téléphones jetables qu'ils viennent d'acheter. Ils fabriquent des bombes avec du matériel acquis dans des magasins de bricolage, circulent parfois à vélo, souvent en taxi, ou louent des voitures en payant cash. Leur *modus operandi* est indétectable. Aujourd'hui, ce sont des moyens humains dont la police a besoin, des professionnels capables de faire valoir leur talent d'investigation. Mais aussi d'un renforcement du tissu social et formatif.

Un pouvoir exorbitant qu'aucun contrôle parlementaire ou judiciaire ne pourra véritablement limiter. Il faudrait pour cela que le SRC procède

à un réel changement de mentalité. L'affaire des fiches, en 1989, l'un des plus retentissants scandales que le pays ait connu, n'a pas mis un terme aux excès de l'espionnage suisse. Vingt-ans plus tard, en 2010, la Délégation de la Commission de Gestion (Del-CdG) du Parlement dénonçait à nouveau la collecte disproportionnée d'informations par le SRC. Un nouveau scandale qui confirme la prédisposition, atavique, de nos services à déborder le cadre légal. Bien sûr, il y a un contrôle politique et un contrôle judiciaire. Mais ni la délégation du Conseil fédéral, ni le juge unique, ne prendront le risque de refuser l'autorisation d'investiguer secrètement, même sur des groupes larges, lorsque le SRC viendra demander une autorisation de surveillance secrète.

Le peuple suisse prend un énorme risque en empruntant cette route faussement sécuritaire. Avec des lois d'exceptions, les Etats-Unis, après les attentats de 2001, et la France, en 2015, ont payé un prix trop élevé pour combattre le terrorisme: l'abandon de libertés publiques si durement acquises en faveur de dispositifs intrusifs qui sont loin d'avoir fait la preuve de leur efficacité.

OUI

Economie verte

Un oui résolu à l'initiative économie verte



Didier Berberat
Conseiller aux Etats (NE)

Si tous les habitants de la terre agissaient comme nous, nous devrions avoir 2,8 planètes à notre disposition.

LE 25 SEPTEMBRE PROCHAIN, LE PEUPLE ET LES CANTONS SERONT APPELÉS À VOTER AU SUJET DE L'INITIATIVE POPULAIRE FÉDÉRALE DES VERTS SUR « L'ÉCONOMIE VERTE ». LE PS SOUTIENT RÉSOLUMENT CE PROJET ET VOUS RECOMMANDE DE L'APPUYER.

Cette initiative, intitulée officiellement «*Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficace des ressources*», souhaite mettre en place une économie qui n'épuiserait pas les ressources naturelles qui, comme on le sait depuis longtemps, sont surexploitées et ne sont pas renouvelables à l'infini.

Le Conseil fédéral, estimant que l'initiative n'était pas réalisable, mais que l'objectif visé méritait d'être soutenu, a soumis au Parlement fédéral un contre-projet indirect sous la forme d'une révision partielle de la loi sur la protection de l'environnement.

Après une première décision positive du Conseil des Etats, le Conseil national a décidé de soutenir le contre-projet du Conseil fédéral de justesse avec la voix prépondérante de son Président, notre Camarade Stéphane Rossini. Par la suite et malgré une version édulcorée, les deux Chambres ont finalement décidé de refuser, à une courte majorité, ce contre-projet et de recommander encore plus nettement au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative populaire. Ainsi, nous ne voterons que sur ce texte constitutionnel.

Rappelons que ce texte, que le PS et son groupe parlementaire soutient, veut introduire dans la Constitution fédérale un nouvel article

visant à favoriser une économie durable et fondée sur une gestion efficace des ressources, à encourager la fermeture des cycles de matières et à faire en sorte que l'activité économique n'épuise pas les ressources naturelles. L'initiative prévoit, dans les dispositions transitoires, l'objectif à long terme d'une « empreinte écologique » de la Suisse réduite de manière à ce que, extrapolée à la population mondiale, elle ne dépasse pas un équivalent planète d'ici à 2050, niveau que la nature puisse supporter. Si tous les habitants de la terre agissaient comme nous, nous devrions avoir 2,8 planètes à notre disposition. En effet, la pression exercée par la Suisse sur les ressources naturelles est trop importante et s'exprime par des phénomènes tels que changements climatiques, perte de biodiversité ou raréfaction des terres disponibles. L'initiative souhaite suivre trois axes : protection climatique, efficacité des ressources et importations « propres ». Son objectif permettrait d'ailleurs de répondre à l'accord climatique de 1,5–2°C conclu à Paris.

Cette initiative est plus que jamais nécessaire car la transformation vers une économie verte prévoit une gestion durable des ressources naturelles. Elle permettra de contribuer considérablement à la lutte

contre des problèmes écologiques pressants, tels que le changement climatique, la déforestation et la surpêche. Pour y parvenir, il faut donc transformer notre économie du tout-jetable en une économie circulaire qui mise sur des produits durables et la revalorisation des déchets comme matières premières, ce qui correspond aux objectifs de notre Parti et à notre combat contre l'énergie grise, favorable aux consommatrices et consommations. De plus, cette transformation de l'économie serait créatrice d'emplois, renforcerait le pôle de recherche et d'innovation de notre pays et réduirait notre dépendance face à l'étranger.

Le combat sera difficile car la droite du Parlement fédéral entonne à nouveau la rengaine trop connue, qui consiste à dire que l'économie suisse en fait déjà beaucoup et que des régulations et des contraintes étatiques supplémentaires sont inutiles et mettent en péril la compétitivité et les performances de notre place économique.

Il est donc plus que jamais nécessaire que chaque membre de notre Parti se mobilise et mobilise sa famille, ses ami-e-s et collègues de travail pour soutenir ce texte constitutionnel, afin que nous puissions léguer aux générations futures une planète vivable.

LA CAMPAGNE DE MOBILISATION

Bien plus que des « coups de téléphone » !

Le quotidien militant au PS est prenant. Il sollicite l'ensemble de nos compétences, il demande une bonne dose de patience et parfois, il met à l'épreuve notre caractère comme peu d'activités y parviennent. Et tous les jours, nous recommençons – parce que nous savons pertinemment que nos combats et nos valeurs sont plus d'actualité que jamais. Souvent, nous nous heurtons à ce qu'on appelle la « solitude du militant », à savoir quand toute l'activité d'une section repose sur les épaules de quelques rares membres qui s'investissent déjà un peu partout. La mobilisation des membres et le recrutement systématique – bien que ces objectifs figurent sur les ordres du jour des Comités, le quotidien laisse souvent peu de marge de manœuvre pour s'y mettre. Avec la campagne de mobilisation, le PSS a mis en place des outils pour booster le travail systématique sur nos liens avec nos électrices et électeurs, nos membres potentiel-le-s et même nos militant-e-s les plus fidèles.

La campagne de mobilisation a fait ses preuves

L'électorat se volatilise, le bénévolat décline, l'actualité (inter-)nationale se prête mieux à la psychose qu'à

une discussion factuelle. Dans ces conditions-là, peut-on encore gagner ou sommes-nous contraint-e-s à la sauvegarde du statu quo (de loin pas toujours satisfaisant)? Nos résultats récents invitent pourtant à l'optimisme: lors des élections nationales, non seulement le PS a gagné par rapport à 2011, mais surtout, nous avons pour la première fois depuis des décennies affiché un solde positif quant au nombre de membres; ont suivi les victoires très prononcées aux élections municipales à Lucerne (+3,5%) et à Coire (+4,2%), y compris les résultats historiques aux exécutifs. En Suisse romande, où le travail de mobilisation a souffert initialement de quelques malentendus, on a quand-même vu le premier résultat positif avec les élections municipales au Locle, où la liste socialiste a affiché un plus de 1,18%, après des années de déclin. Quel est le point commun entre ces résultats? Les campagnes de mobilisation actives qui avaient précédé les dimanches électoraux.

Intervenir en complémentarité pour des campagnes plus efficaces

Bien évidemment, la campagne de mobilisation ne se substitue pas à la qualité du travail parlementaire, à la crédibilité et aux réseaux des candi-

dat-e-s, ou à la notoriété des «têtes de liste». Elle ne peut pas non plus changer le contexte politique ou les caractéristiques sociodémographiques d'une circonscription. Par contre, elle sert à réaliser davantage le potentiel électoral – et à renforcer le parti à moyen et long terme. Plus d'électeurs, plus de militant-e-s engagé-e-s et plus de membres – ces trois défis sont incontournables pour l'avenir du parti. Par ailleurs, la campagne de mobilisation ne bouscule pas l'agenda électoral «classique» (stands, distribution de flyers, etc.) – elle vise à le compléter, tout en offrant une meilleure lisibilité de la campagne aux directions, candidat-e-s et membres du parti.

Nous sommes là pour vous

Depuis plus de 125 ans, ce n'est pas l'argent ou les élites qui portent le projet du PS, mais bel et bien les membres. Renforcer notre base, c'est revenir aux fondamentaux socialistes. Aujourd'hui, le PS Suisse dispose d'outils performants et des collaboratrices et collaborateurs motivé-e-s pour donner un coup de main à votre section pour les prochaines élections, votations ou tout autre projet qui vous attend. Contactez-nous!



Olga Baranova
Responsable des projets
de mobilisation – Suisse
romande
olga.baranova@pssuisse.ch
076 20 55 971





3^e université d'été du PS Suisse à Chandolin (VS)

POUR LA TROISIÈME FOIS CONSÉCUTIVE, PLUS DE 130 CAMARADES SE SONT RETROUVÉ-E-S DÉBUT AOÛT À CHANDOLIN POUR L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PARTI SOCIALISTE SUISSE. PERCHÉ À PLUS DE 2000 MÈTRES D'ALTITUDE, LE « GRAND HOTEL » ACCUEILLAIT LES PARTICIPANTS QUI ONT PU, AU CŒUR DES ALPES VALAISANNES, ÉCHANGER, PHILOSOPHER ET PARTICIPER À DIVERS ATELIERS ET DISCUSSIONS SUR DES SUJETS POLITIQUES ET DE SOCIÉTÉ.



Pauline Despont
collaboratrice romande

Arrivés jeudi soir dans le cadre exceptionnel du Val d'Anniviers, les participant-e-s ont pu faire connaissance autour d'un apéritif qui fut suivi, après le repas, d'un mot de bienvenue du président du Groupe socialiste Roger Nordmann, et d'une discussion générale au sujet du PS Suisse.

Dès le lendemain, c'est dans une ambiance conviviale et détendue que les modules de formations se sont succédé, en français comme en allemand. Côté francophone, les universitaires d'un week-end ont pu profiter d'un atelier intitulé « Radicalisation islamiste et la révolte de la jeunesse », avec Carlo Sommaruga qui fut suivi par une discussion engagée et des échanges particulièrement riches.

Un module intitulé « Comment mobiliser davantage de membres pour nos campagnes et projets? », fut proposé par Olga Baranova et Micha Küchler, responsables de projets de mobilisation au PS Suisse. D'autres questions actuelles furent aussi présentées et discutées, comme la RIE III avec Gilles Thorel, membre du groupe ad-hoc RIE III du

Cette université d'été fût un moment de partage, de convivialité et d'échanges.

PS genevois, ou encore AVSplus avec l'ancien conseiller national et ancien syndic de Morge Eric Voruz. Ces spécialistes ont ainsi pu partager leurs larges connaissances dans ces domaines variés, tout en donnant la parole aux participants qui ont ainsi pu contribuer au débat et poser toutes leurs questions.

Les participants ont aussi pu profiter d'une soirée passionnante en compagnie du professeur de finances de l'université de Zurich, Marc Chesney, qui a exposé ses thèses sur la « finance casinos » et les différentes « maladies » de l'économie, tout cela d'une manière compréhensible pour les non-initié-e-s. D'autres activités comme une marche autour du village de Chandolin ou une soirée film étaient également proposées pour le plus grand plaisir des adultes comme des enfants. Les discussions continuaient souvent le soir autour d'un verre et c'est la tête remplie de précieux souvenirs et de matière à méditer que les camarades sont redescendus en plaine dimanche dans la matinée.

Cette université d'été fût un moment de partage, de convivialité et d'échanges entre des personnes venant de toutes les régions de la Suisse et de tous horizons. Ce fut aussi une occasion pour les membres et militant-e-s du PS de rencontrer des personnalités du Parti national.



S'adapter enfin aux familles d'aujourd'hui

LA CONCILIATION ENTRE VIE PROFESSIONNELLE ET VIE FAMILIALE EN SUISSE EST À NOUVEAU DÉCRYPTÉE DANS UN OUVRAGE QUI VIENT D'ÊTRE PUBLIÉ EN SUISSE ROMANDE*. UN ÉCLAIRAGE INTÉRESSANT SUR UNE PROBLÉMATIQUE PRIORITAIRE POUR LE PS QUI SE TROUVE RÉGULIÈREMENT AU CŒUR DE L'ACTUALITÉ POLITIQUE – MAIS BIEN SOUVENT POUR DÉPLORER LES LACUNES QUI SUBSISTENT.

Même si elle est encore considérée comme une affaire de femmes, la compatibilité entre activité professionnelle et vie familiale concerne les deux parents qui souhaitent continuer à travailler au moment de l'arrivée d'un enfant. L'étude de Sabina Gani est affirmative: en Suisse, les politiques de soutien aux ménages avec enfants restent normatives et véhiculent un modèle d'organisation – travail salarié pour Monsieur, travail domestique (non rémunéré) pour Madame – qui n'est plus celui de bien des familles modernes. L'arrivée massive depuis les années 1970 des femmes sur le marché de l'emploi, l'avènement de nouvelles constellations familiales, l'émergence du phénomène des travailleurs pauvres ainsi que la volonté croissante des pères de s'investir dans l'éducation de leurs enfants ont pourtant rendu ce modèle caduc.

Un changement de paradigme paraît donc nécessaire. Un paradigme qui ne ferait pas de la femme le pivot central des politiques de conciliation entre travail et enfants, mais qui considérerait les parents comme l'entité responsable des enfants. L'ouvrage pointe aussi les retards dans ce domaine de la Suisse, qui ne dépense que 0,2 % du PIB pour améliorer la compatibilité entre vie professionnelle et vie familiale, alors que la moyenne de l'OCDE dans le domaine est de 0,8 %.

Cette étude récente rejoint donc nos constats et nous permet de réaffirmer qu'il faut développer une politique familiale globale et une politique de conciliation qui soit adressée aux femmes et aux hommes, d'autant que nous connaissons un grave problème de dénatalité et que la population vieillit. D'autres travaux démontrent que, si les mesures fiscales ont un effet sur la fécondité, celui-ci est limité. Ce qui fait la diffé-

rence dans les pays où la natalité se porte bien, à l'instar des pays scandinaves, est la présence importante et développée de structures d'accueil des enfants, mais aussi de possibilités pour les pères de s'investir dans l'éducation des enfants à travers un congé paternité et/ou parental. Il se trouve que nous trouvons précisément en ce moment en phase de récolte de signatures pour une initiative pour un congé paternité. Dix ans après l'introduction d'un congé-maternité, après l'échec d'une trentaine d'interventions parlementaires en faveur d'un congé pour les pères, une coalition de 140 organisations a donc lancé une initiative populaire pour introduire un congé paternité de 20 jours.

Aujourd'hui, dans notre pays, le



Rebecca Ruiz
Conseillère nationale (VD)

Une initiative populaire pour introduire un congé paternité de 20 jours est lancée.

salarié qui devient père a droit à un jour de congé pour la naissance d'un enfant. La même durée que pour un déménagement et ... moins que pour le décès d'un membre de la famille! Il ne s'agit, de plus, que d'un usage qui n'est pas défini dans la loi. Seules quelques grandes entreprises et collectivités publiques accordent à leurs employés un congé plus généreux. Il s'agit pourtant d'un droit fondamental que celui de permettre à un père de s'impliquer dans la vie familiale. D'accueillir dans de bonnes conditions un nourrisson. Simplement de pouvoir s'investir dans son nouveau rôle de parent.

Congé paternité, augmentation des allocations familiales, garderies, gratuité des primes d'assurance-maladie pour les enfants ... Des projets que nous portons certes, mais surtout des solutions durables et équitables que méritent les familles.

*Sabina Gani, Concilier vie de famille et vie professionnelle: une affaire de femmes (Ed. de l'Hébe)



La situation de l'emploi au Tessin

LA SITUATION DU MARCHÉ DE L'EMPLOI DANS LE CANTON DU TESSIN EST PARTICULIÈREMENT PRÉOCCUPANTE ET CE, MALGRÉ LE FAIT QUE LES INSTITUTIONS POLITIQUES ET LES MÉDIAS DÉPEIGNENT UN TABLEAU BIEN ÉLOIGNÉ DE LA RÉALITÉ. UN BON EXEMPLE EST LE LIEN À L'EMPLOI.

Les données du SECO indiquent que le chômage est tombé à 3,1 % au mois de juin. Mais la vérité est tout autre : le chômage augmente, pendant que le travail devient de plus en plus précaire, moins bien rémunéré et que les travailleurs sont de plus en plus mis en concurrence entre eux. Afin de démontrer cette affirmation, voici quelques données provenant du « panorama statistique du marché du travail tessinois » (USTAT).

En une seule année, entre le 1^{er} trimestre 2015 et le 1^{er} trimestre 2016, le nombre de chômeurs OIT (Organisation internationale du travail) a augmenté de 2400 personnes, pour s'établir à 13300. Cela correspond à une augmentation du taux de chômage d'un point, passant de 6 à 7 %. Pourtant, si le nombre de chômeurs inscrits auprès des offices de placement baisse (ceux comptabilisés dans les données du SECO), il n'y a pas de quoi crier victoire ! En effet, la baisse du nombre d'inscrit-e-s dans



Fabrizio Sirica
Vice-président du PS Tessin

L'objectif de l'UDC est tout simplement de diviser les classes ouvrières.

les offices ne signifie pas que ces personnes ont retrouvé du travail ; nombre d'entre eux ont simplement atteint la fin du droit aux indemnités, allongeant ainsi la trop longue liste des bénéficiaires de l'aide sociale.

Les nombreuses places de travail annoncées comme créées en un an ne représentent, en réalité, qu'une augmentation de 700 postes de travail en équivalent plein temps. Il n'est pas rare que des habitant-e-s du Tessin soient également en emploi à temps partiel, et souhaitent augmenter leur taux d'occupation.

Par ailleurs, s'il est vrai que le nombre de frontaliers n'augmente plus, c'est parce que sur le plan statistique, ils se sont fait remplacer par une catégorie de travailleurs encore moins bien protégés et dont les situations sont d'autant plus précaires : ce que l'on appelle les « recrutements d'emplois », autrement dit, les travailleurs étrangers engagés directement par des entreprises

suisses pour une période maximale de 90 jours. En un an, leur nombre a augmenté de quelque 20 % (1265 personnes supplémentaires). Une partie de ces « recrutements d'emplois » vient gonfler la somme des 7 millions d'heures de travail fournies par les agences intérimaires (11477 personnes selon les données 2015 de l'USTAT). Dans le même temps, alors que la formation des travailleurs s'améliore, les salaires baissent.

Dans ce contexte, avec un travail toujours plus précaire et une pression sur les salaires augmentant jour après jour, l'initiative « Prima i nostri » (« les nôtres d'abord », initiative cantonale de l'UDC demandant la préférence nationale pour les travailleurs résidents) est inutile.

Celle-ci se fourvoie complètement, laissant présupposer que le problème des travailleurs résidents est une question de frontaliers. Voici un exemple pratique qui démontre l'inutilité de « Prima i nostri » : si un employeur du secteur de la vente devait avoir un poste de travail à repourvoir à 70 %, en vertu de la convention collective du secteur (avec un salaire minimum à 3200 francs), un salaire de 2240.- pourrait être proposé pour un travailleur résident. Il va sans dire qu'il est impossible de vivre au Tessin avec un salaire de ce type.

La « recette de marketing politique » proposée par l'UDC ne saurait être orientée vers des solutions ; leur objectif est tout simplement de diviser les classes ouvrières, tout en déresponsabilisant les patrons. Rappelons que le problème initial vient en fait de la tyrannie, de l'avidité et l'absence totale de responsabilité sociale d'une partie du monde entrepreneurial ! Les problèmes du travail ne peuvent être résolus qu'au travers d'une réglementation sévère (en commençant par l'abolition des agences intérimaires), avec des salaires minimaux par secteur et par qualifications et des agents de contrôle pour empêcher les fraudes. En d'autres termes, en renforçant les mesures d'accompagnement et la protection des travailleurs.

Afin de nous permettre de mieux connaître la partie italophone de notre pays, nos camarades tessinois interviendront désormais régulièrement dans le journal des membres et sympathisant-e-s du PS Suisse.

Orari d'apertura degli sportelli

09.00 - 11.00 / 14.00 - 16.00

URC
REGIONALE DI COLLOCAMENTO

MOVENDO

Apprendre afin de renforcer le mouvement syndical

Former la relève

Vous avez déjà entendu parler de Max Weber? Cet ancien conseiller fédéral a été collaborateur scientifique à l'Union syndicale suisse (USS) et secrétaire de la Centrale suisse d'éducation ouvrière qui a précédé Movendo, l'actuel institut de formation des syndicats. Max Weber a réuni ses jetons de présence, ses honoraires et un petit héritage pour créer, en 1946, la Fondation «Ecole Syndicale Suisse (ESS)» qui est encore active aujourd'hui. Elle devait permettre à chaque militant-e et fonctionnaire syndical-e de se former dans un domaine important à ses yeux.

Movendo offre de nombreux cours aux membres des syndicats qui lui sont affilié-e-s. Les participant-e-s se familiarisent avec les stratégies, les instruments et les possibilités d'actions de leur syndicat et acquièrent des connaissances en matière d'économie, d'assurances sociales ou encore de politique. Les secrétaires syndicaux/cales ont également la possibilité de suivre l'ensemble de la formation de spécialistes en «Gestion et développement des organisations syndicales», avec un brevet fédéral à la clé. Cela est possible grâce à la Fondation ESS qui cofinance les cours et cursus destinés à ces publics cibles.

Les militant-e-s syndicaux/cales sont essentiels au bon fonctionnement des syndicats, et sont souvent eux-mêmes des «formateurs/trices» qui conseillent leurs collègues de travail et leur transmettent des connaissances. Pour récompenser cet engagement syndical non rémunéré, une offre de cours de formation attractive est proposée aux militant-e-s.

Soutien financier large

La «Fondation de soutien à l'Ecole syndicale suisse» a été fondée également en 1946 car il était clair que les tâches ne pourraient être menées à bien et sur le long terme qu'avec le soutien d'un large cercle d'organisations proches des syndicats et d'individus ayant cette préoccupation à cœur. C'est toujours le cas aujourd'hui. Les membres sont informés des nouveautés de l'offre de Movendo lors de l'assemblée générale annuelle. Cette assemblée est également l'occasion de se former et de s'informer sur le monde du travail.

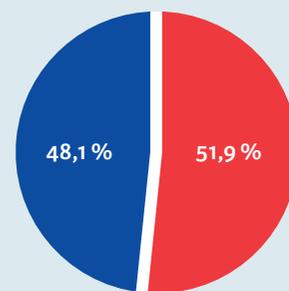
Deviens membre!

La formation syndicale doit pouvoir se faire à des prix abordables. L'«Association de soutien de l'Ecole syndicale suisse» le permet actuellement. En étant membre de cette association, tu soutiens la formation continue des militant-e-s syndicaux dans les entreprises ainsi que le cursus «Gestion et développement des organisations syndicales». L'association est un groupe d'intérêts composé de collègues issu-e-s du monde syndical et d'organisations proches des syndicats voulant apporter leur soutien pour une bonne formation de la relève syndicale. Cotisation annuelle: 30 francs.

Tu pourras avoir davantage d'informations sur [www.http://foerdereverein-gss.ch/index.php?home-fr](http://foerdereverein-gss.ch/index.php?home-fr) ou au no de tél. 031 370 00 78 (Movendo) et devenir membre si tu le souhaites.

Christine Goll, directrice de Movendo

LE RÉSULTAT



Le 24 juin dernier, les britanniques plébiscitaient à 51,9 % le retrait de leur pays de l'Union européenne. Ce résultat choqua plus d'un observateur et entraîna dans la foulée la démission du Premier ministre David Cameron au profit de la conservatrice Theresa May. Incertitude et crainte des milieux financiers, personne n'est actuellement en mesure de prédire les réelles conséquences de ce vote qui représente un réel coup dur pour l'Europe mais aussi pour la Suisse. Aux dernières nouvelles, le Brexit dynamiserait le tourisme au Royaume-Uni, en partie à cause de la chute de la monnaie ... Reste à voir de quelle manière se concrétiseront les prochains effets.

LE CHIFFRE

5,41 %

Alors que le gratin du cinéma suisse se réunissait au Tessin pour la 69^e édition du Festival du film de Locarno du 3 au 8 août 2016, les films suisses ne représentent qu'une mince partie de la totalité des longs métrages projetés dans les salles obscures helvétiques. En 2015, 261 films sur les 1674 montrés dans notre pays étaient suisses. Sur les 779 510 entrées vendues, les films suisses atteignaient 5,41 % de parts de marché (dans ce chiffre sont comprises les coopérations internationales à participation majoritaire suisse). C'est ce que révèle la «Statistique de poche de la culture en Suisse 2016», publiée par l'Office fédérale de la statistique (OFS) et l'Office fédéral de la culture (OFC). C'est le film «Schnellen-Ursli» du réalisateur Xavier Koller qui a été le plu vu en 2015 avec 351 147 entrées, et le record est toujours détenu par «Les faiseurs de Suisse» de Rolf Lyssy, qui avait atteint les 940 939 entrées à sa sortie en 1978.

INITIATIVE SUR LA TRANSPARENCE

Pour plus de transparence dans le financement de la vie politique. Signez maintenant
wecollect.transparence-oui.ch

QUI DONNE DES MILLIONS POUR CETTE CAMPAGNE D’AFFICHAGE ?





AVS 
plus

**Qui sait calculer
renforce l'AVS !**

Votez pour l'avenir de Lucas.



Lucas, né le
01.07.2016

OUI Economie
verte

Durable pour 2050